

Le retour des grands récits

Maxime Prévost

Numéro 86, automne 2021

La purification du genre humain

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/97397ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

L'Inconvénient

ISSN

1492-1197 (imprimé)

2369-2359 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Prévost, M. (2021). Le retour des grands récits. *L'Inconvénient*, (86), 19–24.

Le retour des grands récits

ESSAI

Maxime Prévost

Et le grand principe de notre gouvernement est justement qu'on a toujours besoin d'un certificat. On peut se passer de pain et de femme, mais une attestation en règle, et qui certifie n'importe quoi, voilà ce dont on ne saurait se priver !

Albert Camus, *L'état de siège*

Il en est ainsi en toutes choses ; beaucoup regardent, bien peu voient.

Alexandre Dumas, *Les mille et un fantômes*

Je suis né deux jours avant Mai 68. J'ai été enfant au cours des années 1970, suis devenu adulte dans les années 1980, ai fréquenté l'université dans les années 1990, puis l'ai épousée avec le nouveau millénaire en devenant professeur de littérature. Membre de l'ainsi nommée « génération X », je suis maintenant dans ce qu'on pourrait poliment appeler « la force de l'âge » : l'âge des évaluations ; l'âge des bilans, aussi. Justement, depuis le vendredi 13 mars 2020 et notre entrée subite dans le 21^e siècle sanitaire, les nombreuses soirées de solitude et d'isolement se sont prêtées à cet exercice. Je crains donc que les vingt premières années du millénaire aient été la queue de la comète 20^e siècle, que nous soyons entrés dans le vrai 21^e siècle avec les confinements, la distanciation, les fermetures, faillites et isolements de toutes sortes vécus ces derniers mois. Je crains qu'avec le recul les historiens considèrent que le 21^e siècle a débuté en 2020 (comme le 20^e siècle a débuté en 1914).

Cette période de confinement, particulièrement prolongée et terne au Québec (et dans une mesure un peu moindre en Ontario), a pour moi coïncidé avec un autre épisode trouble et de longue durée : ce qu'il convient désormais d'appeler « l'affaire Verushka Lieutenant-Duval » à l'Université d'Ottawa¹. J'aimerais proposer que ces deux événements (crise sanitaire et crise universitaire) procèdent de weltanschauungs voisines (appelons-les « confinementisme » et « antiracisme ») découlant toutes deux d'une volonté de purification du genre humain. Confinementisme et antiracisme marquent ce que j'appellerais le « retour aux grands récits » (Marc Angenot nomme « grands récits » « les complexes idéologiques qui se sont chargés de procurer aux modernes une herméneutique historique totale, balayant les horizons du passé, du présent et de l'avenir² » ; Jean-François Lyotard, qui rapportait leur décomposition en postmodernité, utilisait aussi le terme métarécits³). Ces deux grands récits sont le récit sanitaire et le récit racial.

En regardant derrière moi, donc, je ne peux qu'arriver à la conclusion que, jusqu'à présent, mon passage sur terre s'est fait à l'intérieur d'une parenthèse libérale de l'histoire de l'humanité, parenthèse maintenant refermée. Ayant passé les trente-deux premières années de ma vie avant l'an 2000, je demeure un homme du 20^e siècle. Quand j'étais enfant, tant mon grand-père que mon père adoraient Georges Brassens et Gaston Lagaffe : le fond de l'air était libertaire. Il y avait beaucoup de nudité au cinéma, une liberté grande régnait dans la manière dont les gens vivaient leur vie privée. La littérature cherchait à faire tomber les tabous qui pouvaient rester, les musiciens citaient à tour de rôle le *Do what thou wilt* qu'Aleister Crowley avait repris de Rabelais et les jeunes gens recevaient des conseils parentaux ressemblant à : « Ce qui importe est que tu trouves une voie qui te passionne. » Il semblait tout à fait normal (et sensé) d'entreprendre des études non utilitaires, pour développer son esprit et sa pensée critique. L'esprit de contestation, voire de subversion, était largement considéré comme la manifestation d'une saine vigueur. Il importait en somme d'identifier ce qui était susceptible de nous rendre heureux et d'agir en conséquence. Même le scoutisme vieillissant qu'était Hergé disait s'ouvrir au bouddhisme zen et écouter du Pink Floyd.

Toute chose a une fin. Personne ne s'aviserait désormais « d'interdire d'interdire ». En 2021, l'interdiction a la cote.

L'HYPOCHONDRIE TRIOMPHANTE

Depuis mars 2020, l'hypochondrie est devenue une vertu ; l'asocialité aussi. Les rues se sont d'abord vidées, puis progressivement repeuplées de citoyens masqués et apeurés. Lors de mes promenades le long de la rivière Rideau, je croise encore à ce jour plusieurs êtres masqués, persuadés que le cosmos au-dessus de leur tête est insuffisant pour diluer les microparticules de coronavirus les menaçant à tout instant. Selon le grand récit sanitaire, l'humanité est désormais sous attaque de virus qu'elle ne saurait combattre efficacement sans remettre les clés de la Cité aux médecins et aux épidémiologistes ; ultimement, la menace virale ne saurait être dissipée que par la vaccination de masse (et non celle des seuls groupes à risque), peu importe la précipitation dans laquelle sera développé ledit vaccin et les incertitudes qui pourraient entourer ses effets à moyen ou long terme. Même une fois la population

largement vaccinée, l'inquiétude demeurera, car le virus continuera de rôder. Un autre sinon celui-ci, ou encore un « variant ».

La cohérence du récit tient dans la notion de « transmission asymptomatique » : tout individu non malade, voire pétant de santé, devient une menace potentielle à la pureté du groupe. Par conséquent, il faut éradiquer jusqu'à la possibilité du groupe : chaque cybercitoyen chez lui, isolé derrière son écran, c'est plus propre et sécuritaire. En 1967, Guy Debord proclamait la « séparation achevée⁴ » ; il n'avait pourtant rien vu. En 2020, il a fallu apprendre non seulement à ne plus se réunir, mais aussi à ne plus se voir. Il fallait cesser d'avoir un visage et une voix distinctifs, et aller masqué lorsque sortir était indispensable. L'Organisation mondiale de la santé aura beau reconnaître que la maladie est dangereuse surtout pour les personnes en fin de vie ou ayant d'importantes comorbidités, cela n'affectera en rien la panique s'emparant de nos sociétés déboussolées par la seule idée de la mort. Il est inconcevable que ma vie prenne fin ; j'accepte donc de ne plus voir mes proches, sortir sans masque ou faire confiance au destin. J'accepte de rester chez moi et de n'en plus sortir, de faire livrer mes victuailles, de socialiser par écrans interposés – pourvu que je puisse ainsi continuer à regarder Netflix quelques mois (qui sait, quelques années ?) de plus.

Ce grand récit est adopté avec une ferveur généralisée, qu'on pourrait qualifier de totalitaire, à travers tous les groupes de la société, toutes les tranches d'âge, toutes les professions, toutes les philosophies. Par exemple, où étaient nos soi-disant anarchistes lorsque l'État a pris le contrôle total de nos vies privées, nous dictant combien de personnes pouvaient être invitées à un barbecue, et à quelle distance, ou encore se retrouver au restaurant – lorsque les restaurants n'étaient pas fermés ? Où étaient-ils quand l'État nous imposait un Noël de « deux adresses », avec grand-mère masquée et assise en retrait ? Où étaient-ils quand le premier ministre a décrété que quiconque sortirait de son domicile passé vingt heures serait susceptible de recevoir une contravention de six mille dollars ? Je ne les ai ni vus ni entendus. Sans doute étaient-ils trop occupés à relire Bakounine et Max Stirner, ou à méditer leur prochain tweet *destroy* visant tout sauf les mesures sanitaires.

J'évoque les anarchistes à simple titre d'exemple ; vous l'aurez compris, je crains fort

que l'ensemble de la classe intellectuelle se soit fondue dans la pensée de groupe, pour différentes raisons sur lesquelles il sera pertinent de faire la lumière si jamais nous sortons de la crise sanitaire. Dès février et mars 2020, Giorgio Agamben faisait œuvre utile en soulignant la continuité entre la peur du terrorisme et celle du coronavirus, la « crise biopolitique » étant selon lui appelée à instituer un état d'exception potentiellement permanent⁵. Depuis, silence radio, et on ne peut pas dire qu'il ait fait beaucoup d'émules chez les intellectuels de gauche.

Le dramaturge C. J. Hopkins a pour sa part écrit un essai devenu viral dans ce que plusieurs appelleront le « cyberspace complotiste » : *The Covidian Cult*. Il y suggère qu'une bonne partie de la population occidentale trouve un profond réconfort dans le grand récit sanitaire, de manière selon lui tout à fait déraisonnable, y souscrivant avec une ardeur qu'on pourrait qualifier d'*initiatique*. Il s'agirait d'abandonner la vie d'avant, d'entrer dans une nouvelle existence, plus réelle, plus élevée, se substituant au néant qui était le nôtre avant 2020. Et force est de constater que plusieurs éléments de nos discours et représentations actuels participent de ce que l'historien des religions Mircea Eliade⁶ ou la théoricienne littéraire Simone Vierende⁷ appellent l'« initiation », laquelle est jalonnée par la préparation de l'initié (le confinement), sa transformation symbolique (le masque), son épreuve (la vaccination – dont on se félicitera particulièrement si elle a donné lieu à des effets secondaires douloureux dès les premiers jours). Pareille ardeur « cultuelle » expliquerait notamment la prolifération de *selfies* de citoyens masqués recevant la vaccination, celle-ci s'imposant dans l'imaginaire comme le grand moment de transformation précédant la « renaissance mystique » dont parlent Eliade et Vierende (après la *séparation* vient l'*entrée dans le domaine de la mort*, l'*épreuve*, puis le moment de *renaître autre*). Bien sûr, ce diagnostic ne s'applique qu'à une partie de la population, la majorité suivant vraisemblablement ce que les anglophones appellent « le sentier de la moindre résistance ». En effet, bien des gens ont depuis longtemps cessé de craindre la COVID, mais demeurent guidés par la peur : peur de l'opinion, de la censure, de l'action gouvernementale, des chroniqueurs qui deviennent vecteurs de mépris et de haine. Peur du dissensus au sein de la tribu. Peur des étiquettes infamantes apposées à

quiconque doute : *covidiot*, *antivax*, *complotiste*. Pour le dire brutalement : peur de déplaire ou d'avoir l'air ridicule. Il n'y a pas d'issue facile à un récit hégémonique.

SPEAK WOKE

« Je pense que nous avons des raisons, pour certaines relativement nouvelles et qui méritent toute notre attention, de nous inquiéter de la qualité de notre conversation démocratique, et que, par elles, la liberté d'expression, qui en est une condition indispensable, est en ce moment menacée, tout comme la forme distincte qu'elle prend à l'université », écrivait Normand Baillargeon dans l'introduction de son ouvrage collectif *Liberté surveillée*⁸. Dans l'indifférence presque générale, Baillargeon et ses collaborateurs ajoutaient un ouvrage québécois à la bibliographie grandissante cherchant à comprendre les dérives, attestées et potentielles, de la gauche identitaire en contexte d'enseignement (universitaire, surtout). Indifférence presque générale : puisque, suivant Montaigne, chaque homme porte en lui l'ensemble de l'humaine condition, je dois confesser m'être procuré le livre dès sa parution, l'avoir feuilleté sans le lire et m'être dit qu'il s'agissait sans doute de constats alarmistes. Après tout, je suis en salle de classe, j'enseigne aux quatre années du baccalauréat, à la maîtrise et au doctorat, je mène les recherches que je souhaite sans aucune forme de censure ni d'autocensure, parfois sur des sujets délicats (comme l'ambiguïté coloniale de Jules Verne, qui dans un roman comme *Les enfants du capitaine Grant* parle de « massacres civilisateurs » pour décrire le colonialisme britannique en Australie), et tout va bien. Tout va très bien. Est-ce que les professeurs qui rencontrent des ennuis ne l'auraient pas un peu cherché ? Si la salle de classe était vraiment devenue un champ de mines, ça se saurait, non ? Par ailleurs, ne s'agit-il pas là d'inquiétudes un peu réactionnaires ?

À l'Université d'Ottawa, il aura suffi d'une semaine à la mi-octobre 2020 pour que se concrétise le bien-fondé des inquiétudes de Normand Baillargeon et de ses collaborateurs.

Verushka Lieutenant-Duval est une professeure à temps partiel et doctorante (forte d'un premier doctorat, celui sur lequel elle travaille actuellement sera son second) dont toutes les recherches et tous les centres d'intérêt touchent les groupes minoritaires, souvent marginalisés, et leur représenta-

tion ; c'est dire qu'elle est à peu près aussi raciste que l'était Mahatma Gandhi. En septembre 2020, elle prononce en classe, dans le cadre d'une contextualisation historico-théorique de la théorie *queer* et de la resignification subversive, ce qu'il convient désormais d'appeler le « mot en *N* ». Il s'en est suivi ce que l'on sait : plainte d'une étudiante, déclaration de la Faculté des arts affirmant que le langage utilisé en cours était « inapproprié, offensant et tout à fait inacceptable dans les salles de classe de l'Université », création d'une seconde section du cours dans laquelle on transférerait tous les membres de son groupe (les invitant à se signaler s'ils désiraient demeurer dans le groupe d'origine), humiliation publique et répétée de la professeure par le rectorat de l'Université d'Ottawa, lequel cadra résolument l'événement comme raciste et affirma au passage dans un communiqué du 19 octobre 2020 : « Les membres des groupes dominants n'ont tout simplement pas la légitimité pour décider ce qui constitue une micro-agression. » Le 15 octobre, la journaliste Isabelle Hachey, informée par un étudiant du cours, fait la lumière sur la situation ; immédiatement, trente-quatre professeurs de l'Université d'Ottawa (dont moi) montent au créneau et signent une lettre ouverte intitulée « Libertés surveillées » (ajoutant le pluriel au titre de Normand Baillargeon) pour défendre à la fois leur collègue, visiblement victime d'une injustice, et plus globalement la liberté universitaire, soulignant que les contextualisations historiques et la lecture des textes du passé (avec les mots du passé) demeurent souhaitables, voire nécessaires⁹. Cette lettre met le feu aux poudres : divers groupes étudiants (et même professoraux) de l'Université lanceront pétition sur pétition, exigeant notre « rééducation », notre suspension, voire notre renvoi (j'abrège, mais ces diverses pétitions ont recueilli plus de 15 000 signatures). On nous accuse de « contribuer aux structures de la suprématie blanche¹⁰ ». Il faudrait en somme purifier l'Université d'Ottawa de la souillure que nous représentons. Nous tenons bon (et continuerons de tenir), notamment parce que nous pressentons que, dans le nouvel ordre autoritaire que certains tentent d'établir, l'enseignement disciplinaire sera tantôt fragilisé, tantôt tout simplement rendu impossible.

Comme l'ont montré les événements qui ont eu lieu à l'Université McGill en même temps que ceux de l'Université d'Ottawa, et sur lesquels ont attiré l'attention les profes-

seurs Arnaud Bernadet et Isabelle Arseneau¹¹, l'enseignement de la littérature devient on ne peut plus délicat (pour ne pas dire quasi impossible) si les mots qui constituent un texte deviennent tabous, indépendamment des intentions et du contexte historique. Si l'université cesse d'opérer une distinction entre *mot en usage* et *mot en mention*, on peut craindre qu'elle ouvre grand la porte à la non-pensée et perde sa raison d'être. Or, rappeler cette distinction entre *usage* et *mention*, de même que l'existence de l'historicité linguistique, participe désormais de la microagression. Impossible d'en sortir : faire œuvre de pensée historique devient pratiquement impossible sans soutien institutionnel à la liberté universitaire. Si une nouvelle « moralité de la pureté » nous oblige à éviter tout mot (voire toute idée) qui, dans les termes du conseiller au Comité d'action contre le racisme de l'Université d'Ottawa, « a la potentialité, aussi minime qu'elle soit, d'aller chercher une personne dans son identité profonde¹² », on voit mal quels textes littéraires peuvent être étudiés à l'université. Pour le dire simplement, la transmission des connaissances peut difficilement avoir lieu dans une atmosphère aussi volatile.

Je résume, je fais vite (j'écirai plus longuement sur ces événements ailleurs), pour en arriver à cette description de caractère plus général du grand récit racial, dont la crise à l'Université d'Ottawa constitue un important jalon canadien. Il nous faudrait accepter l'idée (qui, au demeurant, n'est pas sans fondement) que toute l'histoire humaine est une lutte entre oppresseurs et opprimés, les premiers étant Blancs, de tout lieu et de tout temps (là, ça dérape un peu), et les seconds racisés. Toutes les institutions, même les plus libérales, seraient coupables de racisme systémique et donc fondamentalement illégitimes. Tout le système étant raciste, il n'y aurait rien à faire sinon identifier l'infâme et tenter de se purifier en l'écrasant – hier comme aujourd'hui, indistinctement (l'antiracisme récusant la pensée historique). Il faudrait constamment rechercher l'ennemi, car sans les méchants, il est impossible d'incarner le Bien. La théorie critique de la race, dans son versant appliqué, veut en somme faire comprendre aux Blancs qu'ils ont assez parlé et ont causé suffisamment de torts, de sorte qu'il leur reviendrait désormais de se taire et de s'« éduquer ». Quiconque cherchera à introduire de la nuance dans le récit, même s'il n'y est pas résolument hostile, se verra accusé de « fragilité blanche », dont l'un des

symptômes serait justement de chercher à argumenter de manière rationnelle¹³.

MICROCOSME ET MACROCOSME

Cette dernière année m'aura donc valu la double assignation de suprémaciste blanc et de covidiot. Pendant tout ce temps, j'ai vu mon université et les événements qui la déchiraient comme étant le microcosme du macrocosme que représentait le monde sous la coupe des mesures sanitaires, qui ont été suivies avec abnégation et bonne volonté, mais pas toujours de manière rationnelle. Je perçois dans les deux grands récits qui sous-tendent ces assignations le même autoritarisme, le même refus total du débat, la même ardeur cultuelle, la même culture du bannissement, le même appel à la censure, la même forme de pensée unidirectionnelle. Le grand récit sanitaire est sans doute beaucoup plus inquiétant que le récit racial, d'abord parce qu'il est moins contesté, ensuite parce qu'il s'est révélé assez puissant pour assigner à résidence la presque totalité de la population occidentale, puis déclencher une vague de vaccination expérimentale qui résultera vraisemblablement en l'imposition d'un passeport sanitaire (même intérieur) risquant de redéfinir à long terme les paramètres de l'existence sociale.

Il y a exactement un an, en juillet 2020, j'écrivais pour *L'Inconvénient* un texte sombre et inquiet sur la gestion de la crise sanitaire¹⁴. J'y écrivais : « J'ai du mal à admettre que les citoyens d'une démocratie libérale aient attendu les consignes gouvernementales pour savoir comment mener leur vie privée, sentimentale, familiale, amicale. Pourtant, c'est très exactement ce qui s'est passé et qui, dans une mesure moindre, continue de se passer. » J'y écrivais encore : « Un antihumanisme navrant fait surface. Le fond de l'air actuel fait de mon prochain une menace, un propagateur de gouttelettes potentiellement contagieuses, un mégaorganisme bactérien qu'il faut tenir à distance. » Je conclusais ainsi : « J'estime que Houellebecq a raté la cible en affirmant que le monde de l'après-coronavirus sera le même qu'avant, "en un peu pire" : je crains plutôt que nous soyons en bonne voie de le refaire en bien pire. » Je constate aujourd'hui que je n'étais pas assez pessimiste. Je croyais alors que la crise était en grande partie terminée, et qu'il nous revenait d'analyser *ce qui avait bien pu se passer*. Je savais que la saison des maladies respiratoires reviendrait à l'automne, mais j'étais confiant que les analyses comparatives sur la surmortalité, les protocoles

hospitaliers et de soins, la nécessité de ne pas asphyxier le commerce de proximité et la petite entreprise empêcheraient les éventuels « défis vingt-huit jours » de tourner en six mois d'enfermement avec couvre-feu et fermeture des frontières nationales et interprovinciales. J'avais mal compris, aussi, à quel point la campagne de vaccination deviendrait un chantage aux « libertés retrouvées » (alors que rien n'a démontré le bien-fondé des confinements, à la base). Je n'anticipais pas que des autobus partiraient des écoles vers les centres de vaccination, remplis de mineurs sans autorisation parentale. J'imaginais mal des camions de vaccination se promener de parc en parc. Je n'avais pas prévu à quel point les injonctions aux injections deviendraient monnaie courante et que l'acceptation d'une thérapie génique expérimentale deviendrait une condition de pleine citoyenneté.

On aura compris que je n'ai rien d'un « antivax » : il est possible de reconnaître le bien-fondé de la vaccination en général, tout en s'inquiétant de la précipitation avec laquelle on nous a imposé l'idée du « vaccin COVID » dès les premiers jours de la crise. On aura aussi compris que je ne milite pas pour je ne sais trop quel retour à l'esprit libertaire, mais plus fondamentalement pour ce qui peut rester de libéralisme (au sens où l'entendait John Stuart Mill) dans nos sociétés : libre débat, épistémologie ouverte, argumentation, recherche de la vérité, défense des libertés fondamentales. J'écris ceci pour que les enfants de la COVID puissent constater, si jamais ils tombent une fois adultes sur cette bouteille lancée à la mer, qu'il était en 2021 possible de regarder et de voir. ■

Maxime Prévost est professeur titulaire au Département de français de l'Université d'Ottawa. Il a publié plusieurs travaux sur les romanciers du 19^e siècle, tels que Jules Verne, Victor Hugo et Alexandre Dumas.

Les meilleurs bogues de L'INCONVÉNIENT

en livre de poche



50 vignettes satiriques
sur les travers de notre temps

Commandez en ligne
www.inconvenient.ca

1. Pour un abrégé de la crise, voir ces chroniques d'Isabelle Hachey dans *La Presse* : « L'étudiant a toujours raison », 15 octobre 2020 ; « Je suis prof », 20 octobre 2020 ; « Université d'Ottawa : récupérations », 21 octobre 2020 ; « Des nouvelles de Verushka », 12 décembre 2020 ; « Les mots tabous, encore », 29 janvier 2021 ; « La liberté universitaire en péril. Un recteur dans la tourmente », 9 février 2021 ; et « Le clientélisme, c'est ça », 22 février 2021.
2. Marc Angenot, *Les grands récits militants des XIX^e et XX^e siècles. Religions de l'humanité et sciences de l'histoire*, L'Harmattan, 2000, p. 7.
3. Jean-François Lyotard, *La condition postmoderne. Rapport sur le savoir*, Éditions de Minuit, 1979 (voir, notamment, p. 31 et p. 57).
4. Voir la section « La séparation achevée » de *La société du spectacle*, Gallimard, coll. « Folio », 1992 [1967].
5. Voir Giorgio Agamben, « L'épidémie montre clairement que l'état d'exception est devenu la condition normale », *Le Monde*, 24 mars 2020.
6. De Mircea Eliade, voir notamment *Initiation, rites, sociétés secrètes. Naissances mystiques*, Gallimard, coll. « Folio essais », 1959.
7. Simone Vierre, *Rite, roman, initiation*, Presses universitaires de Grenoble, 2000.
8. Normand Baillargeon (dir.), *Liberté surveillée. Quelques essais sur la parole à l'intérieur et à l'extérieur du cadre académique*, Leméac, 2019, p. 16.
9. Lettre publiée dans *Le Journal de Montréal* le 16 octobre 2020 et dans *Le Droit* le 17 octobre. La lettre sera aussi envoyée au *Devoir*, qui ne la publiera pas, et à *La Presse*, qui en fera un compte rendu (« Une trentaine de professeurs dénoncent le traitement reçu par une collègue », 16 octobre 2020).
10. Phyllis L. F. Rippey, Willow Scobie, Karine Vanthuyne et Mireille McLaughlin, « La liberté universitaire n'est pas la liberté d'expression », *Le Devoir*, 21 octobre 2020 (« Nous soussignées sommes solidaires de nos étudiants et de nos collègues noirs, autochtones et de couleur de l'Université d'Ottawa. Nous tenons ici à exprimer notre indignation face à l'utilisation par nos collègues de leur pouvoir et de leur privilège pour contribuer aux structures de la suprématie blanche pour défendre aveuglément la liberté universitaire au prix de la lutte antiracisme dans divers médias. »)
11. Voir Arnaud Bernadet et Isabelle Arseneau, « Universités, censure et liberté », *La Presse*, 15 décembre 2020.
12. Voir « "Mot en n" : l'Université d'Ottawa nomme un conseiller spécial », Radio-Canada, 8 décembre 2020, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1755369/universite-ottawa-mot-n-controverse-inclusion-racisme>.
13. Voir Robin DiAngelo, *White Fragility. Why It's so Hard for White People to Talk about Racism*, Beacon Press, 2018 (notamment p. 103).
14. « L'enfer du distanciel », *L'Inconvénient*, n° 82, automne 2020, p. 17-21. Voir aussi le texte que je publiais dans *Le Devoir* du 3 septembre 2020, « Ni Arruda ni QAnon ».